

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 42
Pouvoirs : 15

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 21 FEVRIER 2019 A 20H00

Délibération CT2019/02/21-35 – Approbation du protocole bipartite entre la ville de Rosny-sous-Bois et l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est relatif à l'aménagement du parc du Plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois

Rapporteur : Christian DEMUYNCK, 12^{ème} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : 15 février 2019

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes et MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BOUCHER Martine, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DALLIER Philippe, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, EPINARD Serge, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GUILBERT Georges, HAEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. AMOZIGH Joëlle (pouvoir à MAHEAS Jacques), AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BENTAHAR Abdelkader, BLUTEAU Jean-Michel, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CADORET Henri (pouvoir à TEULET Michel), CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CISSE Mariam, CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), DESHOGUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, GAUTHIER Christine (pouvoir à COPPI Katia), GENESTIER Jean-Michel (pouvoir à RATEAU Chantal), ITZKOVITCH Ivan, LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à AMORE Félicité), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à LEMOINE Xavier), MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, METTEIL Magali (donne pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), MILOTI Donni, PELISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), SARDA Patrick (pouvoir à DALLIER Philippe), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. BARTH Franck

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59 XV,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand-Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et suivants,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 300-1,

VU le Code de l'expropriation pour utilité publique,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville de Rosny-sous-Bois,

VU la délibération n°10 du 21 décembre 2017 du Conseil municipal de la commune de Rosny-sous-Bois relative à la mise en œuvre d'une procédure de déclaration d'utilité publique pour le projet du parc du Plateau d'Avron,

VU la lettre de saisine du 6 mars 2018 du Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est demandant au Préfet de la Seine-Saint-Denis l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-1085 du 7 mai 2018 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement du Parc du Plateau d'Avron à Rosny-Sous-Bois.

VU l'information en date du 18 mai 2018 relative à l'absence d'observations de l'autorité environnementale sur le projet d'aménagement du parc du Plateau d'Avron dans le cadre de la procédure de déclaration d'utilité publique,

VU l'enquête publique s'étant déroulée du 7 juin 2018 au 9 juillet 2018 et l'avis favorable et sans réserves émis par la Commissaire enquêteuse, Madame Sylvie MARTIN, réceptionné le 13 août 2018,

VU la délibération CT 2018/07/03-07 du Conseil de territoire approuvant la modification n°2 du PLU de Rosny-sous-Bois et intégrant des dispositions permettant la réalisation du projet d'aménagement du Parc du Plateau d'Avron,

VU la délibération n°CT2018/09/25-12 du 25 septembre 2018 par laquelle le Conseil de territoire s'est prononcé, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée et a demandé la déclaration d'utilité publique du projet,

VU l'arrêté préfectoral en date du n°2018-2620 du 25 octobre 2018 déclarant d'utilité publique l'acquisition par l'Etablissement public territorial, à l'amiable ou par voie d'expropriation, des immeubles nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement du parc du plateau d'Avron,

VU le projet de protocole bipartite entre la ville de Rosny-Sous-Bois et l'Etablissement public territorial relatif à l'aménagement du parc du Plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois ci-annexé,

VU la délibération n° CT2018/12/18-23 du Conseil de territoire autorisant Monsieur le Président à déposer la demande de permis d'aménager nécessaire à la réalisation de la première tranche du parc du Plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois,

VU la demande de permis d'aménager du parc du plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois déposée le 13 décembre 2018 au service droits des sols de la mairie de Rosny-sous-Bois,

Considérant que le Conseil de la Métropole du Grand Paris a délibéré, dans sa séance du 8 décembre 2017, pour déterminer les opérations d'aménagement relevant des dispositions de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme qui étaient d'intérêt métropolitain,

Considérant que l'opération d'aménagement du parc du Plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois ne relève pas d'un intérêt métropolitain et que l'Etablissement public territorial est devenu, par l'effet des dispositions de l'article L. 5219-5 IV du code général des collectivités territoriales, l'autorité compétente pour en poursuivre la réalisation,

Considérant que le projet d'aménagement du parc du Plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois a été déclaré d'utilité publique au bénéfice de l'Etablissement public territorial qui est autorisé à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à la réalisation dudit projet,

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure un protocole bipartite entre la ville de Rosny-sous-Bois et l'Etablissement public territorial afin d'organiser le transfert de l'opération d'aménagement du parc du Plateau d'Avron au profit de l'EPT, d'indiquer les missions poursuivies par la ville et par l'EPT au titre de la maîtrise foncière et de l'aménagement du parc du Plateau d'Avron et d'établir les rétrocessions futures et la remise en gestion du parc par l'EPT à la ville et plus précisément :

- La poursuite des acquisitions amiables ou par voie de préemption par la ville sur la portion du futur parc restant à maîtriser (soit environ 25 % de la superficie totale du futur parc),
- L'acquisition par voie d'expropriation par l'Etablissement public territorial pour les parcelles privées pour lesquelles les négociations n'auraient pas abouti à une cession amiable avec la ville,
- La cession gratuite à la ville des biens qui auraient été éventuellement acquis par l'EPT par voie d'expropriation, conformément à l'application du principe de neutralité financière (la ville remboursant l'intégralité des frais engagés par l'EPT au titre du présent protocole),
- La remise en gestion du parc aménagé à la ville de Rosny-sous-Bois selon le phasage des réceptions effectuées par l'EPT.

Après en avoir délibéré,

- A l'unanimité

APPROUVE le protocole bipartite entre la ville de Rosny-Sous-Bois et l'Etablissement public territorial relatif à l'aménagement du parc du Plateau d'Avron à Rosny-sous-Bois.

AUTORISE le Président à signer le présent protocole.


Ainsi fait et délibéré en séance, le 21/02/2019.



Le Président,


Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le 
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

05 MARS 2019

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.